



47700

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 26 SEPTEMBRE 2025**

N° DEL 260925-26

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR

L'an deux mille vingt cinq, le vingt six septembre à dix huit heures quinze minutes, le Conseil Municipal de PINDÈRES, s'est réuni en session ordinaire, salle de la Mairie, sous la présidence de Monsieur DARROUMAN Michel, Maire.

Membres du Conseil Municipal :	11
Membres présents :	08
Nombres de votants :	09
Pour :	09
Contre :	00
Abstention :	00

Etaient présents : M. ARNOULD Edouard, M. DARROUMAN Michel, Mmes DASSONVILLE Françoise, DENAULES Jocelyne, M. GIRARD Laurent, Mme IANOTTO Sophie, M. MUZOTTE Christian, Mme TEULIERE Isabelle.
Étaient excusés : M. BOUTEMY Philippe, M. FONSECA François (pouvoir donné à M. GIRARD Laurent), Mme VIENNE-SENTENAC Françoise.

Date de convocation : 19/09/2025

Secrétaire de séance : Mme DASSONVILLE Françoise

M. le comptable public a demandé à la Commune de PINDERES, ordonnateur, de constater le caractère irrécouvrable de certaines créances et de prononcer leur admission en non-valeur selon les listes n°7718551215 en date du 17 juin 2025.

Le montant des admissions en non-valeur s'élève à **60.00 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'admettre en non-valeur et en créances éteintes pour le montant suivant : 60.00 €
- D'autoriser l'inscription des crédits au budget principal de la commune sur les comptes 6541 « créances admises en non-valeur »

Le conseil municipal, après avoir entendu les explications qui précèdent et en avoir délibéré,
DECIDE :

- **D'ADMETTRE** en non-valeur et en créances éteintes pour le montant suivant : 60.00 €
- **D'AUTORISER** l'inscription des crédits au budget principal de la commune sur les comptes 6541 « créances admises en non-valeur »

.../...

AR Prefecture

047-214702052-20250926-DEI-260925-26-DE
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus
Recu le 01/10/2025
Pour extrait conforme
Publié le 01/10/2025
Au registre sont les signatures

La Secrétaire de Séance
Françoise DASSONVILLE

Le Maire,
Michel DARROUMAN

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr